

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 06/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS ex FERA 69 (CENTRALE D'ENROBAGE)

1 rue du colonel Pierre Avia
75015 Paris

Références : UDR-SSDAS-24-35-CR
Code AIOT : 0006111616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement COLAS ex FERA 69 (CENTRALE D'ENROBAGE) implanté lieu-dit Berlet et Aragniers 69780 Mions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Coup de Poing 2024 sur les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS ex FERA 69 (CENTRALE D'ENROBAGE)
- lieu-dit Berlet et Aragniers 69780 Mions
- Code AIOT : 0006111616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale d'enrobés exploitée par la société Colas Rhône-Alpes Auvergne relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4801 (dépôt matières bitumineuses – 640 tonnes), du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521 (centrale à chaud 400 t/h), et du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2915-2 (chauffage fluide caloporteur – 5000 litres).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 4.2	Sans objet
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Coup de Poing 2024 sur les rejets aqueux.

Les points contrôlés n'appellent pas de suites particulières.

L'exploitant veillera à ce que le schéma des réseaux d'eaux et des égouts soit tenu à disposition sur site et à réaliser les contrôles de qualité des rejets aqueux annuellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2004, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets
Prescription contrôlée : Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir [...] plus de 50 mg/Nm3] [...] Les rejets à l'atmosphère doivent également satisfaire les dispositions suivantes, dans la mesure où les flux horaires sont supérieurs à 25kg/h : <ul style="list-style-type: none">- La concentration en oxydes de soufre (en équivalent SO2) doit être inférieure à 300mg/Nm3- La concentration en oxydes d'azote (en équivalent NO2) doit être inférieure à 500mg/Nm3
Constats : L'exploitant a transmis au service de l'inspection des installations classées les rapports d'analyses des rejets atmosphériques de 2022 et 2023. L'exploitant a expliqué que la présence de composant CMR dans les rejets atmosphériques était due à la qualité des entrants de type « bitume ». Lors de la visite sur site, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle à la fluorine du filtre à manche est réalisé systématiquement tous les 6 mois. Un contrôle visuel est effectué quotidiennement afin de détecter toute perte d'efficacité éventuelle. Le contrôle des dispositions du présent point n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le schéma de tous les réseaux et un plan des égouts daté de 2016. Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater l'emplacement de la vanne de sectionnement au niveau du chargement de bitume et celle en amont du séparateur d'hydrocarbures comme spécifié sur le schéma. L'inspection a également pu contrôler la conformité du que le point de prélèvement des rejets aqueux au niveau du séparateur. L'inspection des Installations Classées rappelle que le schéma des réseaux et le plan des égouts doit être tenu à disposition sur site en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'exploitant a expliqué que le rejet des eaux de ruissellement s'effectue dans un bassin d'infiltration après qu'elles sont passées par le séparateur. Lors du contrôle visuel, l'inspection n'a pas constaté de problème d'aspect extérieur au niveau du bassin d'infiltration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence du point de prélèvement au niveau du séparateur d'hydrocarbures. L'environnement ne pose pas de problème d'accessibilité pour un intervenant extérieur. Le point de contrôle n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir de flux journalier, le site n'étant concerné que par les eaux de ruissellement. Ce point contrôlé n'appelle pas de commentaire particulier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de la qualité des rejets aqueux de 2022. L'exploitant indique que le contrôle des rejets d'eau en 2023 sera réalisé fin février 2024 car celui-ci n'a pas pu se faire en octobre 2023 comme programmé. Le rapport du contrôle réalisé en 2024 a été envoyé à l'inspection à la suite de la visite, celui-ci n'appelle pas de remarque particulière. L'inspection des installations classées rappelle que la qualité des rejets aqueux doit être contrôlée une fois par an et qu'en cas d'incapacité de réalisation, celui-ci doit être reprogrammé au plus tôt. A ce titre, un second contrôle devra être réalisé en 2024 au titre de l'année en cours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : L'exploitant a indiqué que les rejets aqueux ne sont pas journaliers. Les prélèvements de contrôles sont effectués ponctuellement, une fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite